



Et pour cause, on assiste à une chute vertigineuse de la production d'huile de palme de cette entreprise au premier semestre 2019.

À côté des déboires de la production bananière, la filière huile de palme à la Cameroon Development Corporation (CDC) a également entamé une véritable descente aux enfers. Selon les chiffres révélés le 5 juillet 2019, au cours d'une descente sur le terrain du ministre de l'Agriculture, cette entreprise publique n'a pu produire que 2 100 tonnes d'huile de palme au cours des six premiers mois de l'année courante, sur des prévisions de 17 400 tonnes.

À en croire les responsables de la CDC, cette contre-performance est la conséquence de l'abandon de certaines plantations, à cause de l'insécurité créée par les séparatistes anglophones. Fort de cette insécurité, apprend-on officiellement, seulement trois plantations de palmiers à huile sur sept sont fonctionnelles. De sources bien informées, en plus de ce que les activités dans les plantations fonctionnelles tournent généralement au ralenti, il n'est pas rare que les noix de palme de la CDC soient transformées dans les usines de la Socapalm, un autre opérateur du secteur de l'huile de palme.

En effet, depuis le déclenchement des revendications séparatistes dans les régions camerounaises du Nord-Ouest et du Sud-Ouest (cette dernière abrite la majeure partie des plantations et usines de la CDC) en 2017, la CDC broie du noir. L'entreprise, 2e employeur du

pays après l'État, a disparu du fichier des exportateurs de bananes depuis septembre 2018.

Pour cause, certaines de ses plantations sont devenues des camps d'entraînement des séparatistes. Ceux-ci n'hésitent pas à brutaliser voire à tuer les ouvriers qui s'entêtent à venir au travail. Au total, révèle le top management de la CDC, depuis le déclenchement de la crise anglophone, 16 employés de cette entreprise ont perdu la vie, tandis que plus de 98 ouvriers ont été plus ou moins grièvement blessés, au cours des attaques perpétrées par des militants séparatistes.

Mais au-delà de ce bilan humain, la CDC est économiquement lessivée. Selon ses dirigeants, cette unité agro-industrielle publique, qui emploie 22 000 personnes, a besoin de financements d'un montant de 29 milliards de FCFA pour se relever des ravages de la crise dans les régions anglophones du Cameroun. « Sept milliards sont nécessaires dans le secteur de l'hévéa, 14 milliards pour les bananeraies, sept milliards pour les palmeraies. Le reste devrait servir à financer les arriérés de salaires », détaille Franklin Ngoni Njie, le directeur général de la CDC.